

Participent à la lettre de l'Économie Sociale et Solidaire :

Farida Boudaoud (69),
David Huynh (92),
Claire Schmitt (75),
Armand Rosenberg (01)
Daniel Tourné (45),
Yassir Fichtali (93),
Jean marc Lecuyer (69)
Gérard Charbonnier (49)
Geneviève Gantois (59)



ÉDITO

**L'ESS, L'ECONOMIE QUI SAIT
OU ELLE VA !**



En ce mois de novembre, l'ensemble des acteurs de l'ESS mène une campagne d'éducation populaire pour rendre visible ce secteur sur l'ensemble du territoire. Il est à regretter que le concept d'économie sociale et solidaire demeure encore méconnu de la majorité de la population française. De nombreuses initiatives parties du terrain, telles que les 50 propositions lancées par le Labo de l'ESS et les Etats Généraux de l'ESS qui en découlent, illustrent la volonté du secteur de sortir d'une certaine banalisation vis-à-vis des entreprises dites « capitalistiques » et d'une confusion avec les concepts de responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) ou d'entrepreneuriat social. La démocratie économique et sociale ainsi que la quête de l'émancipation des individus demeurent les valeurs fondamentales et identitaires de l'ESS. La crise politique, économique et sociale que nous traversons favorise l'émergence et la recherche d'une nouvelle façon d'entreprendre, replaçant l'économie comme un moyen et non comme une fin. Au sein du Parti Socialiste, la Convention Egalité Réelle constitue un moment propice pour continuer à promouvoir l'ESS afin de l'intégrer pleinement dans le futur projet d'alternative politique à proposer à nos concitoyens.

David HUYNH

Délégué Fédéral à l'ESS

Fédération socialiste des Hauts de Seine (92)

3 QUESTIONS A ...

Jean Louis CABRESPINES,



Président de la



1) Pourriez-vous nous présenter le CNCRES ?

Le CNCRES est un lieu de concertation permanente et de ressources créé à l'initiative des CRES(S) en 2004. Il a pour but d'animer, promouvoir, défendre et représenter les CRESS. Dans le respect de la subsidiarité, il leur apporte son soutien et renforce leur action en élaborant des positions et des propositions communes. Il met en place les outils nécessaires à la structuration des CRES(S) et à la mutualisation de leurs actions. Le CNCRES représente les CRES(S) au sein du CEGES et du Conseil Supérieur de l'ESS.

2) Le CNCRES organise le mois de l'ESS en novembre, quels sont vos objectifs de cette mobilisation ?

L'ESS est constituée de 215000 entreprises et représente 10% de l'emploi salarié en France. Pourtant cette économie, centrée sur l'humain, est mal connue et ses dynamiques internes restent à renforcer.

Le Mois de l'ESS constitue une véritable opportunité de stimuler le sentiment d'appartenance et de faire découvrir la richesse de nos entreprises et la pertinence de notre conception de l'économie.

Ainsi, à travers près de 1.500 manifestations organisées par plus d'un millier d'acteurs sur tout le territoire français, les citoyens auront la possibilité, autour de 10 thématiques quotidiennes (travailler, consommer, se loger, entreprendre, éduquer...), de participer à des débats, d'assister à des spectacles et des projections de films, de visiter des entreprises, de s'informer sur des salons etc...

3) Quelles sont les attentes du CNCRES à l'égard des pouvoirs publics ?

En cette période de crises (économique, écologique, sociale...), l'économie sociale et solidaire constitue une force majeure pour l'économie française et apporte des réponses efficaces et concrètes aux besoins quotidiens des citoyens et aux enjeux de société.

Nos attentes vis-à-vis des pouvoirs publics portent essentiellement sur des partenariats plus solides pour la mise en place du développement économique dans les territoires.

La proximité des entreprises de l'ESS avec les populations locales permettant la construction de réponses à des besoins locaux, le caractère non délocalisable des emplois de ces entreprises sont autant de facteurs porteurs de nouvelles activités et de nouveaux emplois. Cela ne peut se faire que par une relation étroite entre pouvoirs publics et acteurs de l'ESS.

Pour en savoir plus : <http://www.cncres.org/>

AGENDA

NOVEMBRE – Mois de l'ESS



Tout le programme sur :
www.lemois-ess.org

**11 DECEMBRE – Convention
Egalité Réelle du PS (Paris)**

Mettre en place une véritable politique publique d'accompagnement et de soutien de l'ESS !

Depuis le début du mois de novembre s'est ouvert la troisième édition du Mois de l'Economie Sociale et Solidaire, plusieurs initiatives se sont mises en place dans ce secteur ces dernières semaines, et le Gouvernement a procédé à diverses annonces.

Le mouvement vient avant tout des acteurs eux-mêmes : le 11 octobre dernier, à l'initiative de Claude Alphandéry et du « Labo de l'ESS », s'est tenue la réunion de lancement des Etats Généraux de l'ESS, une démarche « bottom up » (de bas en haut) ouverte à l'ensemble des acteurs, visant à promouvoir, dans la perspective des échéances électorales de 2012, une grande campagne citoyenne autour de cette Autre Economie. Dans le même temps, le MOUVES, Mouvement des Entrepreneurs Sociaux, tenait son congrès fondateur, venant interpeller les cadres traditionnels de l'ESS, autour de questions restant à débattre.

En parallèle, le Gouvernement a décidé la création d'un Conseil Supérieur de l'Economie Sociale et Solidaire, instance de consultation qui se substitue au Comité consultatif, qui n'avait pas été réuni depuis la fin du Gouvernement Jospin en 2002. De plus, il a été annoncé par le biais de l'ancien Ministre de la Jeunesse et des Solidarités Actives, Marc-Philippe Daubresse, quelques semaines avant son départ, un plan de soutien en faveur de l'ESS. Ce plan reprend notamment quelques-unes des propositions contenues dans le rapport du député Francis Vercamer (Nouveau Centre), rendu en avril dernier, et dont on reparle ci-dessous.

A ce stade, on ne peut qu'une nouvelle fois constater les contradictions de la politique du Gouvernement, dans un contexte où, à l'heure où nous écrivons ces lignes, nous ne savons toujours pas quel Ministère aura la charge de l'ESS suite au remaniement... La première contradiction d'ordre symbolique et institutionnelle, est apparue au moment de la suppression de la Délégation Interministérielle à l'Innovation Sociale, à l'Expérimentation Sociale et à l'Economie Sociale, créée en 1981 sous l'impulsion du Gouvernement de Pierre MAUROY. Une faute politique que le Gouvernement a essayé de compenser par le lancement d'une mission parlementaire confiée à Francis VERCAMER, dont le mérite essentiel est d'avoir associé les acteurs de l'ESS à son élaboration, mais sans prévoir des soutiens financiers à la hauteur de l'ensemble des enjeux soulevés, et sans prendre position vis-à-vis de la représentativité des employeurs de l'économie sociale, reconnue de fait par les dernières élections prudhomales, pour ne pas froisser le partenaire politique que constitue le MEDEF pour le gouvernement.

La seconde contradiction plus fondamentale concerne la politique menée notamment au travers des contre-réformes rendant chaque jour un peu plus difficiles le quotidien des acteurs de l'ESS : taxe sur les mutuelles complémentaires, qui aura des répercussions sur leurs activités et sur l'accès aux soins, conséquences de la réforme des collectivités territoriales sur les associations (fin de la clause générale de compétences et des financements croisés), baisse des crédits attribués aux associations et entreprises d'insertion par l'activité économique, pressions permanentes pour l'alignement avec le tout-lucratif et les entreprises capitalistiques, entraînant une banalisation progressive des entreprises de l'ESS, malgré les promesses de dispositifs de soutien...

Dans ce contexte, une autre politique pour l'ESS est nécessaire. Mais au moment où se déroulent des débats au sein du secteur, il apparaît essentiel de bien préciser de quoi l'on parle.

Il faut ainsi distinguer ce qui relève de l'économie sociale et de l'entrepreneuriat social. Si une partie de l'entrepreneuriat social a vocation à intégrer l'économie sociale, et si les diverses entreprises sociales doivent être encouragées, l'entrepreneuriat social et ES correspondent à des réalités distinctes en termes de démarches et de modalités de fonctionnement. De plus, certaines entreprises « commerciales » peuvent essayer d'instrumentaliser un label « social » et n'y voir en réalité que des parts de marché supplémentaires à conquérir et se satisfaire d'un désengagement de l'État sur un certain nombre de secteurs pour lesquels nous pensons, en tant que socialistes, que le maintien et le renforcement de la puissance publique est au contraire nécessaire... Ensuite, tout n'est pas à mettre au même niveau dans les dynamiques en cours dans le monde économique : si la RSE (responsabilité sociale des entreprises) est une démarche à encourager, elle diffère nettement du projet d'entreprises qui ont choisi de se construire sur l'émancipation des personnes et le refus du primat du lucratif, se dotant pour cela de modalités de fonctionnement bien spécifiques, devant être soutenues en tant que telles.

C'est donc bien la vision d'une Autre Economie que nous voulons encourager, à partir d'une véritable politique publique transversale. Au-delà du rôle essentiel et indispensable de la puissance publique, il s'agira d'encourager et soutenir, dans l'économie privée, ceux qui font le choix d'un autre projet pour leurs entreprises, basé sur la démocratie, l'utilité sociale du projet, la non-lucrativité (les richesses produites – au sens large du terme- sont réinvesties avant tout dans ce projet), la primauté de la propriété collective, l'activité économique conçue comme espace d'émancipation, tant pour les producteurs que pour les consommateurs-citoyens.

En appui à ce que les acteurs de l'ESS initient aujourd'hui, notamment au sein des collectivités territoriales, et en co-construction permanente avec eux, des propositions sont développées en ce sens. Depuis 2008, le Parti Socialiste a engagé un processus de réflexion organisé autour de conventions nationales préfigurant son projet pour les prochaines échéances nationales. La convention sur le nouveau modèle de développement de mai 2010 s'est prononcée en faveur d'un soutien à l'ESS. La prochaine convention « Egalité Réelle », prévue en décembre 2010, sera une nouvelle opportunité pour émettre des propositions pour le développement du secteur, notamment au travers de la contribution au débat du Secrétariat National ESS.

par F.C. Fédération socialiste de PARIS (75)

Vous souhaitez participer aux travaux du Secrétariat National ESS ou être correspondant dans votre fédération du PS ?

Vous souhaitez recevoir la Lettre ESS par mail ?